

Chambre des Représentants de Belgique

SESSION EXTRAORDINAIRE 1991-1992 (*)

10 JUIN 1992

PROJET DE LOI

**portant des dispositions sociales
et diverses (art. 150)**

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION DE LA
DEFENSE NATIONALE (1)

PAR
M. CAUWENBERGHS

MESDAMES, MESSIEURS,

Votre Commission a examiné cet article unique
lors de sa réunion du 4 juin 1992.

(1) Ce projet de loi a été examiné en réunion publique de
Commission.

Composition de la Commission :

Président : M. Devolder.

A. — Titulaires :	B. — Suppléants :
C.V.P. MM. Cauwenberghs, Dhoo- re, Ghesquière, Sarens, Van Hecke.	MM. Brouns, Moors, Taylor, Van Looy, N., N.
P.S. MM. Biefnot, Henry, Sant- kin, Van der Biest.	MM. Charlier (G.), Harmegnies (Y.), Janssens, Perdieu, N.
S.P. MM. Chevalier, Colla, De Bremaeker, Hostekint.	MM. Baldewijns, Bourgois (M.), Peeters (J.), Swennen.
P.V.V. MM. Demeulenaere, Devol- der, Van Mechelen.	MM. Cordeel, Kempinaire, Vaut- mans, Van houtte.
P.R.L. MM. De Decker, Saulmont.	MM. Damseaux, Pivin, Simonet.
P.S.C. MM. Beaufays, Sénéca.	MM. Charlier (Ph.), Gehlen, Pon- celet.
Ecolo/ MM. Dallons, Van Diende- Agalev ren	MM. Barbé, Morael, Winkel.
VI. M. Spinnewyn.	MM. Dewinter, Van Overmeire.
Blok	
V.U. M. Candries.	MM. Anciaux, Coveliers.

Voir :

- 480 - 91 / 92 (S.E.) :

- N° 1 : Projet transmis par le Sénat.
- N° 2 à 5 : Amendements.
- N° 6 et 7 : Rapports.

(*) Première session de la 48^e législature.

Belgische Kamer van Volksvertegenwoordigers

BUITENGEWONE ZITTING 1991-1992 (*)

10 JUNI 1992

WETSONTWERP

**houdende sociale en diverse
bepalingen (art. 150)**

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR DE
LANDSVERDEDIGING (1)

UITGEBRACHT DOOR
DE HEER CAUWENBERGHS

DAMES EN HEREN,

Uw Commissie heeft dit enig artikel tijdens haar
vergadering van 4 juni 1992 besproken.

(1) Dit wetsontwerp werd besproken in openbare Commis-
sievergadering.

Samenstelling van de Commissie :

Voorzitter : de heer Devolder.

A. — Vaste leden :	B. — Plaatsvervangers :
C.V.P. HH. Cauwenberghs, Dhoo- re, Ghesquière, Sarens, Van Hecke.	HH. Brouns, Moors, Taylor, Van Looy, N., N.
P.S. HH. Biefnot, Henry, Sant- kin, Van der Biest.	HH. Charlier (G.), Harmegnies (Y.), Janssens, Perdieu, N.
S.P. HH. Chevalier, Colla, De Bremaeker, Hostekint.	HH. Baldewijns, Bourgois (M.), Peeters (J.), Swennen.
P.V.V. HH. Demeulenaere, Devol- der, Van Mechelen.	HH. Cordeel, Kempinaire, Vaut- mans, Van houtte.
P.R.L. HH. De Decker, Saulmont.	HH. Damseaux, Pivin, Simonet.
P.S.C. HH. Beaufays, Sénéca.	HH. Charlier (Ph.), Gehlen, Pon- celet.
Ecolo/ HH. Dallons, Van Diende- Agalev ren	HH. Barbé, Morael, Winkel.
VI. H. Spinnewyn.	HH. Dewinter, Van Overmeire.
Blok	
V.U. H. Candries.	HH. Anciaux, Coveliers.

Zie :

- 480 - 91/92 (B.Z.) :

- N° 1 : Ontwerp overgezonden door de Senaat.
- N° 2 tot 5 : Amendementen.
- N° 6 en 7 : Verslagen.

(*) Eerste zitting van de 48^e zittingsperiode.

I. — EXPOSE DU MINISTRE DE LA DEFENSE NATIONALE

En exécution de cet article, le Ministre de la Défense nationale sera autorisé à vendre des terrains et des immeubles militaires, qui ne répondent plus à un besoin pour le Département, et à utiliser le produit de ces ventes pour le financement d'infrastructures nouvelles.

Ce procédé de rénovation domaniale lui semble logique et peut d'ailleurs être considéré comme un moyen de réduire le budget de la Défense nationale.

Les recettes de ces ventes doivent cependant être versées sur un compte de trésorerie. Le Ministre peut donc librement disposer de ces moyens financiers pour réaliser les travaux précités (y compris la rénovation). Contrairement à la rénovation domaniale précédente, il n'y a aura plus d'avances de la part de la Trésorerie et le compte ne pourra présenter de découvert. L'opération est donc sans risques pour le Trésor public.

En réponse aux remarques formulées par la Cour des Comptes en date du 14 mai 1992 (cf. infra), le Ministre précise que des recettes doivent être réalisées préalablement à toute dépense. De plus, ces dépenses seront, d'une façon ou d'une autre, soustraites des crédits d'infrastructure prévus au budget du Département.

Un compte de trésorerie a été préféré à un fonds budgétaire, parce qu'il permet justement une utilisation souple et rationnelle des recettes (pas d'annuité, procédure moins compliquée pour les engagement et les paiements).

Enfin, une disposition spécifique (art. 2.16.16) a déjà été reprise aux propositions budgétaires pour 1993, afin que les dépenses soient soumises au visa préalable de la Cour des Comptes.

Le Ministre s'engage aussi à informer régulièrement (tous les deux à trois mois) les membres de la Commission des opérations réalisées sur ce compte de trésorerie, tant au niveau des recettes que des dépenses. Il convient, en effet, que cet instrument souple n'en devienne pas pour autant suspect.

II. — DISCUSSION

Le Président tient à informer la Commission des remarques formulées au sujet de l'article 150 par la Cour des Comptes :

« La Cour a examiné le projet de loi portant des dispositions sociales et diverses (Sénat, n° 315-1, S.E. 1991-1992) et a l'honneur d'attirer votre attention sur la procédure prévue à l'article 150 (ancien article 145) du projet.

I. — UITEENZETTING VAN DE MINISTER VAN LANDSVERDEDIGING

Dit artikel machtigt de Minister van Landsverdediging terreinen en gebouwen van het leger te verkopen die het Departement niet meer nodig heeft, en de opbrengst daarvan aan te wenden om nieuwe infrastructuurwerken te financieren.

De Minister acht deze « domaniale renovatie » logisch; ze kan bovendien worden beschouwd als een middel om op de begroting van Defensie te snoeien.

De opbrengst van die verkoop moet evenwel op een thesaurierekening worden geplaatst. De Minister kan dus vrij over die financiële middelen beschikken om voornoemde werken (met inbegrip van renovatiewerken) te laten uitvoeren. In tegenstelling tot wat bij de vorige « domaniale renovatie » is gebeurd, zal de Staatskas deze keer geen voorschotten verstrekken en mag de rekening niet rood staan. De hele operatie brengt voor de Staatskas dus geen enkel risico mee.

In antwoord op de opmerkingen van het Rekenhof van 14 mei 1992 (cf. infra), verklaart de Minister dat men eerst over de ontvangsten moet beschikken alvorens uitgaven mogen worden gedaan. Bovendien zullen die uitgaven op een of andere manier van de in de begroting van het departement opgenomen kredieten voor infrastructuurwerken worden afgetrokken.

Men heeft de voorkeur gegeven aan een thesaurierekening in plaats van een begrotingsfonds, omdat het geld op die manier vlotter beschikbaar is en rationeler kan worden besteed (geen annuïteit, minder ingewikkelde vastleggings- en betalingsprocedure).

Tot slot voorzien de begrotingsvoorstellen voor 1993 al in een specifieke bepaling (art. 2.16.16) om de uitgaven vooraf ter goedkeuring aan het Rekenhof voor te leggen.

De Minister verbindt er zich ook toe de leden van de Commissie geregeld (twee of driemaandelijks) op de hoogte te brengen van de verrichtingen op de desbetreffende thesaurierekening, zowel wat de ontvangsten als de uitgaven betreft. Een dergelijke rekening mag dan al een soepel instrument zijn, het is niet de bedoeling dat er precies daarom enige verdenking rond ontstaat.

II. — BESPREKING

De Voorzitter brengt de commissieleden op de hoogte van de opmerkingen die het Rekenhof in verband met artikel 150 heeft gemaakt :

« Het Rekenhof heeft het ontwerp van wet houdende sociale en diverse bepalingen onderzocht (Senaat, n° 315-1, B.Z. 1991-1992) en heeft de eer uw aandacht te vestigen op de procedure waarin artikel 150 (oud artikel 145) van het ontwerp voorziet.

Cet article prévoit que le produit des biens immeubles que le Ministre de la Défense nationale est autorisé à aliéner sera imputé à un compte de la section « Opérations d'ordre de la Trésorerie » et laissé à la disposition du Ministre pour être utilisé en couverture des dépenses résultant de nouveaux travaux d'infrastructure en Belgique, au profit des Forces armées.

Cette disposition fait un usage impropre des comptes d'ordre de la Trésorerie, que l'article 144 des lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991, limite aux paiements en dehors des dépenses générales de l'Etat. Elle fait échapper les recettes visées à une inscription à un poste du budget en dehors de tout enregistrement budgétaire et sans autorisation préalable annuelle des Chambres législatives; elle déroge dès lors aux règles de la comptabilité de l'Etat (en particulier aux articles 2, 11 et 12 des lois sur la comptabilité de l'Etat).

Son Collège estime que l'article 45 des mêmes lois, introduit en 1989, aurait pourtant fourni une solution plus orthodoxe, et plus respectueuse des prérogatives budgétaires du Parlement, à l'objectif que paraît poursuivre le Gouvernement, puisqu'il permet à une loi organique de créer des fonds budgétaires en affectant à des dépenses déterminées certaines recettes imputées au budget des Voies et Moyens.

Enfin, il convient de relever qu'à défaut de disposition particulière, le mode de gestion comptable proposé pour ces dépenses d'investissement exonère ces dernières du contrôle exercé habituellement par la Cour des Comptes pour ce type de dépenses. »

*
* *

M. De Bremaeker renvoie à l'annexe au rapport du Sénat (Doc. n° 315/6) où est reprise la liste des principaux immeubles à aliéner. Il souhaiterait savoir si toutes ces installations sont effectivement libres de toute occupation. Certaines d'entre elles ne sont-elles pas louées ou mises à la disposition d'autres Départements ou institutions ? L'intervenant songe ici tout particulièrement au Fort S^{te}-Marie à Kallo, qui, selon ses sources, serait loué au Département « Education » de la Vlaamse Gemeenschap.

Le Ministre confirme que certains immeubles ne sont pas encore libres d'occupation, mais en ce qui concerne Kallo, par exemple, l'autorisation d'occupation est résiliable immédiatement.

M. Demeulenaere croit savoir que le Ministre est plus favorable à des nouvelles constructions plutôt qu'à la rénovation, ce que *ce dernier* conteste, puisqu'il entend, cas par cas, opter pour la solution la moins coûteuse.

Dat artikel bepaalt dat de opbrengst van de onroerende goederen die de Minister van Landsverdediging mag vervreemden, zal worden aangerekend op een rekening van de sectie « Thesaurieverrichtingen voor orde » en dat de minister over die opbrengst zal kunnen beschikken om te worden aangewend om de uitgaven te dekken die voortvloeien uit de nieuwe infrastructuurwerken in België ten voordele van de strijdkrachten.

Die bepaling maakt een oneigenlijk gebruik van de thesaurierekeningen voor orde; artikel 144 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, beperkt het gebruik daarvan tot de betalingen buiten de algemene uitgaven van de Staat. Aldus worden de beoogde ontvangsten niet in de rijksmiddelenbegroting ingeschreven en wordt het mogelijk gemaakt uitgaven te verrichten zonder enige budgettaire boeking en zonder de jaarlijkse voorafgaande machtiging door de Wetgevende Kamers. Dat vormt een afwijking van de regels van de Rijkscomptabiliteit (inzonderheid van de artikelen 2, 11 en 12 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit).

Het Hof is van oordeel dat artikel 45 van dezelfde wetten, dat in 1989 is ingevoerd, een meer orthodoxe oplossing, die de budgettaire prerogatieven van het Parlement beter in acht neemt, zou hebben verstrekt voor de doelstelling die de regering blijkbaar nastreeft. Aldus kan een organieke wet budgettaire fondsen creëren door bepaalde ontvangsten die op de Rijksmiddelenbegroting zijn aangerekend, te bestemmen voor bepaalde uitgaven.

Ten slotte dient te worden opgemerkt dat, bij ontstentenis van een bijzondere bepaling, de boekhoudkundige beheerswijze die voor die investeringsuitgaven wordt voorgesteld, die uitgaven vrijstelt van de controle die het Rekenhof gebruikelijk over dat type van uitgaven uitoefent. »

*
* *

De heer De Bremaeker verwijst naar de bij het Senaatsverslag gevoegde lijst van de belangrijkste gebouwen die voor verkoop in aanmerking komen (Stuk n° 315/6). Hij wil weten of al die inrichtingen inderdaad vrij van gebruik zijn. Worden sommige ervan niet verhuurd of ter beschikking van andere departementen of instellingen gesteld ? Spreker denkt meer bepaald aan het Fort Sint-Maria te Kallo, dat volgens zijn bronnen aan het departement Onderwijs van de Vlaamse Gemeenschap zou zijn verhuurd.

De Minister bevestigt dat sommige inrichtingen momenteel nog bezwaard zijn, maar wat bijvoorbeeld Kallo betreft, is de vergunning onmiddellijk opzegbaar.

De heer Demeulenaere meent te weten dat de Minister veeleer nieuwe gebouwen wil optrekken dan aan renovatie te doen. *Deze laatste* betwist dat : hij is immers van plan om geval per geval de goedkoopste oplossing na te streven.

L'intervenant souhaiterait savoir si les immeubles — et plus précisément les casernes — mises en vente n'entrent pas en ligne de compte pour une telle rénovation. Il lui semble, d'ailleurs, que le libellé de l'article 150 vise uniquement les nouveaux travaux d'infrastructure, ce qui exclut toute forme de rénovation.

M. Demeulenaere dépose à cet effet, un amendement n° 86 (Doc. n° 480/4), qui vise, au § 2 de l'article 150, à insérer les mots « rénovation et » entre les mots « dépenses résultant de » et les mots « nouveaux travaux d'infrastructure ». Pour ce qui est de la rénovation, l'intervenant songe ici tout particulièrement au dépôt de Houthulst, où des mesures doivent être prises de toute urgence. Il se demande également si, à côté des recettes prévues sur ce compte particulier, d'autres moyens financiers pourront encore être consacrés à des travaux de rénovation.

Enfin, *M. Demeulenaere* voudrait connaître les acheteurs éventuels auxquels on songe pour ces ventes. Tout un chacun pourra-t-il faire une offre ou s'adressera-t-on, par exemple, uniquement aux Ministères ? Dans ce dernier cas, il est donc exclu que l'on réalise de véritables économies, puisque ces dépenses seront à charge des Départements concernés.

M. J. Peeters précise qu'il importe aux candidats-acheteurs de savoir quelle sera la destination des sites qu'ils vont acquérir. Les Régions sont, en effet, compétentes en matière d'aménagement du territoire et peuvent, au moyen des plans de secteur, décider de l'affectation de ces terrains (zone verte, zone récréative, zone d'habitation, ...) Une concertation a-t-elle déjà été opérée à ce propos ?

M. Dallons émet le souhait que des préoccupations autres que mercantiles soient à la base des opérations de vente. Pour notamment mieux tenir compte du facteur « environnement », il serait peut-être indiqué de parcelliser certains domaines. De plus, en milieu urbain, en vue de rencontrer les actuels problèmes de logement, ne vaudrait-il pas mieux accorder une priorité aux pouvoirs locaux ?

Le Président se déclare intéressé par une liste exhaustive des immeubles qui entrent en ligne de compte pour une aliénation. Il pense ici tout particulièrement à une caserne située dans le centre de Bruges (Peterseliestraat), qui serait le lieu indiqué pour mener à bien des opérations de rénovation immobilière. Cette caserne est-elle également concernée ? D'autres sites militaires sont d'ailleurs dans une situation identique.

Le Ministre précise que les installations reprises sur la liste des immeubles à aliéner ne seront pas nécessairement vendues l'année prochaine. Cette énumération n'est d'ailleurs pas obligatoirement exhaustive. Pour 1993, on ne prévoit que 50 millions de francs de recettes. Les installations vendues devront, à l'évidence, être libres de toute occupation.

Le Ministre fournit du reste la liste de ces immeubles :

Liège : Caserne Chartreuse.

Spreker wil weten of de te koop aangeboden gebouwen — en meer in het bijzonder de kazernes — niet voor dergelijke renovatie in aanmerking komen. Voorts vindt hij dat de tekst van artikel 150 alleen op nieuwe infrastructuurwerken slaat, waardoor renovatie uitgesloten is.

De heer Demeulenaere dient derhalve een amendement n° 86 (Stuk n° 480/4) in, dat in artikel 150, § 2, tussen de woorden « van uitgaven voor » en de woorden « nieuwe infrastructuurwerken » de woorden « renovatie en » wil invoegen. Inzake renovatie denkt spreker in het bijzonder aan de opslagplaats van Houthulst, waar heel dringend moet worden opgetreden. Tevens vraagt hij zich af of naast de verwachte ontvangsten op die bijzondere rekening nog andere financiële middelen aan die renovatiewerken gespendeerd kunnen worden.

Tot slot wil de heer Demeulenaere weten aan welke mogelijke kopers gedacht wordt voor die verkoop. Kan iedereen een bod doen of worden bijvoorbeeld alleen ministeries aangeschreven ? In dat laatste geval zijn effectieve bezuinigingen derhalve uitgesloten, aangezien die uitgaven ten laste van de betrokken departementen komen.

De heer J. Peeters stipt aan dat de kandidaat-kopers willen weten welke bestemming wordt gegeven aan de sites die ze zullen kopen. De Gewesten zijn immers bevoegd voor ruimtelijke ordening en kunnen aan de hand van de gewestplannen over de bestemming van die gronden beslissen (groene zones, recreatiegebieden, woongebieden, ...) Werd ter zake al overleg gepleegd ?

De heer Dallons wenst dat die verkoop door andere dan commerciële motieven wordt ingegeven. Wellicht ware het aangewezen bepaalde domeinen op te delen om met name rekening te houden met de miliefactor. Waarom overweegt men niet om in de steden voorrang te geven aan de lokale overheid zodat die aan de bestaande huisvestingsproblemen tegemoet kan komen ?

De Voorzitter acht de volledige lijst van de gebouwen die voor verkoop in aanmerking komen, belangwekkend. Hij denkt daarbij in het bijzonder aan een kazerne in het centrum van Brugge (Peterseliestraat), die de ideale lokatie zou zijn om renovatieprojecten uit te voeren. Komt ook die kazerne in aanmerking ? Andere militaire sites bevinden zich overigens in een zelfde toestand.

De Minister preciseert dat de inrichtingen die voorkomen op de lijst van de voor verkoop in aanmerking komende installaties, niet noodzakelijk volgend jaar verkocht hoeven te worden. Die opsomming is overigens zeker niet volledig. In 1993 wordt amper 50 miljoen frank aan ontvangsten in uitzicht gesteld. De verkochte installaties moeten vanzelfsprekend vrij zijn van gebruik.

De Minister verstrekt trouwens de lijst van die gebouwen :

Luik : Kazerne Chartreuse.

Westerlo : Quartier Tongerlo.
 Olen : Quartier Teunenberg.
 Kallo : Fort Ste-Marie.
 Antwerpen : Terrains et fossés de fortifications.

Berchem : Terrains, eaux et routes.
 Borgerhout : Terrains, eaux et routes.
 Florennes : Terrain « Housing ».

Cette liste n'est ni définitive ni complète, mais varie selon les besoins propres du département et les informations reçues de l'Administration des Domaines.

Le Ministre ajoute qu'il ne faut pas chercher à vendre immédiatement et à tout prix les immeubles précités. Ce serait alors se placer en mauvaise position en tant que vendeur. Il s'agit plutôt d'attendre l'occasion opportune, en bon gestionnaire des deniers de l'Etat.

Toutefois, même s'il faut évidemment s'attacher au prix de vente, des facteurs liés à l'environnement doivent également entrer en ligne de compte au moment de la décision. Le Ministre songe ici tout particulièrement au respect des plans de secteur et aux conséquences écologiques.

A ce jour, il n'a d'ailleurs pas été envisagé de vendre les bâtiments de la Peterseliestraat à Bruges, étant donné qu'ils ont encore été modernisés il y a peu et qu'ils abritent actuellement les bureaux du Service social régional, d'Infosermi et de la Direction régionale des constructions.

En réponse à M. J. Peeters, le Ministre indique qu'il n'y a pas eu de concertation sur l'affectation de ces sites avec les Régions. Cette concertation devra cependant avoir lieu. En tout état de cause, le Département de la Défense n'est pas le véritable vendeur, puisque ces opérations de vente se réalisent au niveau du Ministre des Finances. Il importe, à ce moment, que le candidat-acheteur entre en contact avec les instances régionales concernées pour savoir quelles sont les possibilités d'utilisation qui s'offriront concrètement à lui. Le prix de vente s'en verra donc également influencé. L'estimation des recettes pour 1992 est, à cet égard, très prudente.

Pour le reste, le Ministre se déclare tout à fait prêt à accorder une priorité aux autorités locales. Elles ne doivent cependant pas s'attendre à faire, en cette matière, « l'affaire du siècle » au niveau financier.

Pour ce qui est des sites militaires établis dans les centres urbains, le Ministre rappelle qu'il est favorable à leur désaffectation et au transfert de leurs activités vers d'autres installations plus propices. Cela supposera peut-être, dans certains cas, de nouvelles constructions, n'en déplaise à certains.

Le Ministre précise encore que le plan de restructuration des Forces armées, qu'il présentera prochainement, aura également des répercussions sur le patrimoine du Département.

Westerlo : Kwartier Tongerlo.
 Olen : Kwartier Teunenberg.
 Kallo : Fort Sint-Maria.
 Antwerpen : Terreinen en grachten van de verdedigingswerken.
 Berchem : Terreinen, waterwerken en wegen.
 Borgerhout : Terreinen, waterwerken en wegen.
 Florennes : Terrain « Housing ».

Deze lijst is noch definitief, noch volledig, maar varieert naar gelang van de eigen behoeften van het departement en de ontvangen informatie van de Administratie der Domeinen.

De Minister voegt eraan toe dat men de bovenvermelde gebouwen niet onmiddellijk en tegen onverschillig welke prijs hoeft te verkopen; als verkoper plaatst men zich op die manier niet bepaald in de meest gunstige positie. Een goed beheerder van de Staatsgelden wacht in dat geval een betere gelegenheid af.

Al blijft de verkoopprijs van groot belang, toch moet bij de beslissing ook met milieufactoren rekening worden gehouden. De Minister denkt in dat verband in het bijzonder aan de gewestplannen en de gevolgen voor het milieu.

Overigens werd tot heden met overwogen om de gebouwen in de Peterseliestraat in Brugge te verkopen, aangezien ze nog onlangs werden gemoderniseerd en de kantoren van de Gewesterlijke sociale dienst, van Infosermi en van de Regionale directie van de bouwwerken er momenteel in zijn ondergebracht.

In antwoord op de heer J. Peeters meldt de Minister dat er met de Gewesten geen overleg is gepleegd over de bestemming van die sites; dat overleg moet nog plaatsvinden. Het departement Landsverdediging is hoe dan ook niet de echte verkoper, aangezien het Ministerie van Financiën die verkoop uitvoert. Op dat ogenblik is het van belang dat de kandidaatkoper in contact treedt met de betrokken gewestelijke autoriteiten om te weten hoe de site concreet kan worden gebruikt, wat derhalve ook de verkoopprijs zal beïnvloeden. De raming van de ontvangsten voor 1993 is in dat verband zeer voorzichtig.

Voor het overige stelt de Minister dat hij graag bereid is voorrang te geven aan de lokale overheden. Zij moeten evenwel niet denken dat ze hier financieel een gouden zaak gaan doen.

Inzake de militaire sites in de steden memoreert de Minister dat hij er voorstander van is ze te ontruimen en hun activiteiten naar andere, beter gelegen installaties over te brengen. In bepaalde gevallen kan dat er misschien toe leiden dat nieuwe gebouwen moeten worden opgetrokken, tot spijt van wie het benijdt.

Voorts preciseert de Minister dat het herstructureringsplan van de strijdkrachten dat hij weldra zal voorstellen, ook gevolgen zal hebben voor het patriomonium van het departement.

Enfin, le Ministre estime acquis que les nouveaux travaux d'infrastructure couvrent également les travaux de rénovation. L'amendement de M. Demeulenaere doit donc, dans cette optique, être considéré comme superflu. Il est, de plus, évident que pour la réalisation de ces travaux, des moyens supplémentaires restent prévus au budget.

III. — VOTES

Suite à l'explication fournie par le Ministre, l'amendement n° 86 de M. Demeulenaere est retiré.

L'article 150 est adopté par 11 voix et trois abstentions.

Le Rapporteur,

F. CAUWENBERGHS

Le Président,

J. DEVOLDER

Afrondend geeft de Minister te kennen dat het volgens hem een uitgemaakte zaak is dat de nieuwe infrastructuurwerken ook renovatiewerken omvatten. In dat licht moet het ingediende amendement van de heer Demeulenaere als overbodig worden beschouwd. Bovendien spreekt het voor zich dat op de begroting extra middelen zijn uitgetrokken om die werkzaamheden uit te voeren.

III. — STEMMINGEN

Ingevolge de door de Minister verstrekte verduidelijking wordt amendement n° 86 van de heer Demeulenaere ingetrokken.

Artikel 150 wordt aangenomen met 11 stemmen en 3 onthoudingen.

De Rapporteur,

F. CAUWENBERGHS

De Voorzitter,

J. DEVOLDER